

COMMUNE de STOTZHEIM
 Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
 Canton d'OBERNAI

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 6 mars 2025

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER, Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Caroline BAUMERT, Raphaël EDEL, Joseph EHRHART, Gwenn GAUDIN, Élodie HESTIN, Valérie HIRTZ, Dominique LEHMANN, Céline MASTRONARDI, Didier METZ, Maxime METZ et Benoît SPITZ

Absent excusé : Philippe SCHMITT

Procuration : Philippe SCHMITT à Didier METZ

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Norbert RIESTER, comme secrétaire de séance.

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FÉVRIER 2025

Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

N° 1

ACHAT D'UNE CITERNE D'ARROSAGE POUR LE FLEURISSEMENT

- Vu la délibération du 3 avril 2024 par laquelle le Conseil municipal décide de réévaluer la proposition d'achat d'une citerne en 2025,
- Vu les devis recueillis,
- Vu le compte rendu des Commissions réunies du 24 février 2025,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de faire l'acquisition d'une citerne d'arrosage pour le fleurissement,
- DÉCIDE de retenir le devis n°MA00001293/M de l'entreprise HAAG, sis 67520 MARLENHEIM, d'un montant HT de 13 250,00 €,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

CESSION D'UNE PARCELLE COMMUNALE

- Vu la demande reçue de M. et Mme GAUER, domiciliés 18 Haut-Village, d'acquérir la parcelle cadastrée section 45 n°217 au lieudit Hubhof, d'une surface d'environ 3,23 ares,
- Vu le compte rendu des Commissions réunies du 24 février 2025,
- Vu le contrat de bail à ferme établi avec M. Fernand SCHWENTZEL pour cette parcelle,
- Considérant le lien de parenté entre le demandeur et le loueur,

- Considérant que la parcelle est située en zone Aa, agricole non constructible, du PLU-I,
- Considérant que la parcelle est attenante à la parcelle cadastrée section 2 n°23, appartenant à M. et Mme GAUER,
- Considérant les ventes de terrains dans le même secteur,
- Vu le barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles dans le Bas-Rhin,
- Considérant que la parcelle cadastrée section 45 n°217 au lieudit Hubhof appartient au domaine privé de la Commune,
- Entendu les avis des conseillers sur le prix de vente à fixer,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de céder la parcelle cadastrée section 45 n°217, au lieudit Huhbof, une surface de 3,23 ares à M. et Mme GAUER, domiciliés 18 Haut-Village à STOTZHEIM,
- FIXE le prix de vente 600 €/ l'are,
- DIT que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur,
- DIT que le contrat de bail à ferme établi avec M. Fernand SCHWENTZEL sera résilié à compter du 10 novembre 2024,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

*ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX
10 voix pour – 5 abstentions*

N° 3

MODIFICATION BUDGÉTAIRE N°1 –VENTES DE BOIS ASSUJETTIES À LA TVA

- Entendu M. le Maire qui informe les membres du Conseil que les recettes de bois de bois de deux dernières années ont dépassé le seuil de la franchise en base (92 000 € sur deux exercices) et que par conséquent la Commune est assujettie à la TVA pour la vente de bois à compter du 1^{er} janvier 2024.
Afin de pouvoir effectuer la déclaration de TVA, les titres de recettes de vente de bois émises en 2024 doivent être annulées par un mandat sur l'exercice 2025, au compte 673, et des titres de recettes réémis avec TVA au compte 7022,
- Considérant que l'information a été reçue après le vote du Budget Primitif 2025 par délibération du Conseil municipal en date du 6 février 2025,
- Vu le Budget Primitif 2025,
- Considérant qu'une modification budgétaire est nécessaire pour pouvoir effectuer les écritures nécessaires sur l'exercice 2025,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de modifier comme suit le Budget Primitif 2025 :
Dépenses de fonctionnement :
• Article 673 – titres annulés sur exercice précédent : + 71 000,00 €
Recettes de fonctionnement :
• Article 7022 – coupes de bois : + 71 000,00 €
- HABILITE le Maire à signer tous les documents relatifs aux décisions prises.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

LOCATION DE PRÉS COMMUNAUX

- Vu le courrier de résiliation du 17 février 2025 de Monsieur Charles KRETZ pour la location des prés de la parcelle cadastrée section 49 n°68, au lieudit Sieffets, de 15 ares et de la parcelle cadastrée section 49 n°69, au lieudit Siefferts, de 70,17 ares,
- Vu les articles L.415-11 et L.411-15 du Code rural,

- Vu la délibération du 4 février 2002 fixant les critères de participation au tirage au sort préalable à l'attribution de terrains communaux,
- Considérant cependant que les conditions de participation pour la sélection des candidats doivent être refixées, notamment par rapport au statut de prioritaire (selon l'article L. 411-15 du Code rural : jeune agriculteur bénéficiant de la DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs), exploitant de la commune répondant aux conditions,
- Considérant qu'il n'existe plus de commission d'attribution des biens communaux suite au renouvellement général des Conseils municipaux suite au scrutin du 23 mars 2014 et que par conséquent la location est soumise à délibération du Conseil municipal,
- Vu la délibération du 7 mars 2011 concernant les charges des fermages communaux,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de mettre en location selon le régime des baux ruraux, pour une durée de 9 ans :
 - le pré, ban communal de STOTZHEIM, au lieudit Siefferts, cadastré section 49, parcelle 68, d'une superficie de 15 ares,
 - le pré, ban communal de STOTZHEIM, au lieudit Siefferts, cadastré section 49, parcelle 69, d'une superficie 70,17 ares,
 - DÉCIDE de retenir le mode de location à l'amiable pour ce terrain,
 - FIXE comme suit les critères de participation préalable à l'attribution de terrains communaux :
 - une priorité est réservée aux exploitants qui réalisent une installation bénéficiant de la DJA (article L 411-15 du Code rural),
 - le candidat devra pouvoir établir son titre de chef d'exploitation par la production d'un certificat délivré par la MSA prouvant qu'il exploite au minimum 12,5 ha de terrain,
 - le candidat devra avoir moins de 60 ans au 11 novembre de l'année de l'attribution,
 - toute personne physique ou morale déjà locataire d'une ou plusieurs parcelles d'une superficie supérieure à 2 hectares (prés et champs confondus) ne pourra pas se porter candidate,
 - le candidat pourra être une personne physique ou morale, mais seule une personne physique pourra se porter candidate par famille quelle que soit la forme de l'exploitation (SARL, EARL, SDF, SA, GAEC, EURL...),
 - PRÉCISE que si aucune candidature prioritaire n'a été déposée, un tirage au sort sera effectué,
 - PRÉCISE qu'en cas de candidature prioritaire, les autres critères ne seront pas appliqués,
 - PRÉCISE qu'en cas de plusieurs candidatures prioritaires, un tirage au sort sera effectué,
 - DIT que l'attribution des terrains se fera lors du prochain Conseil municipal,
 - FIXE le loyer selon l'arrêté préfectoral fixant les minima et les maxima des fermages :
 - à 24,57 €, charges en plus, pour le pré, ban communal de STOTZHEIM,, au lieudit Siefferts, cadastré section 49, parcelle 68, d'une superficie de 15 ares,
 - à 114,96 €, charges en plus, pour le pré, ban communal de STOTZHEIM,, au lieudit Siefferts, cadastré section 49, parcelle 69, d'une superficie de 70,17 ares,
- Ce prix sera actualisé selon l'arrêté préfectoral constatant l'indice de fermage et sa variation pour l'année 2025.**
- PRÉCISE que les terres agricoles seront soumises aux charges votées par délibération du Conseil municipal en date du 7 mars 2011,
 - CHARGE le Maire de procéder à la publication de la location jusqu'au 28 mars 2025 à 12 h 00 la publication sera effectuée sur les panneaux d'affichage situés dans le village,
 - DIT que la location sera effective à compter du 11 novembre 2024,
 - CHARGE le Maire de recueillir les candidatures.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS EN 2025

- Vu la délibération du 27 mars 2017 par laquelle le Conseil municipal décide de retenir la proposition de l'entreprise LEDERMANN, sise 67880 KRAUTERGERSHHEIM, pour la tonte de l'entrée EST et autour du terrain de football pour 3 ans (2017-2019), pour un montant HT de 5 290,00 € annuel,
- Considérant que les mêmes tarifs ont été pratiqués de 2017 à 2022 par l'entreprise,
- Vu le devis n°24005452 du 20 janvier 2025 de l'entreprise LEDERMANN, pour les travaux à réaliser en 2024 pour un montant HT de 5 712,00 €,
- Considérant que les mêmes tarifs de 2024 ont été appliqués pour 2025, présentant une tonte supplémentaire compte tenu des tontes effectuées en 2024,
- Vu l'état des dépenses présentées des travaux effectués par l'entreprise Ledermann en 2022 à 2024,
- Considérant que les travaux effectués par l'entreprise Ledermann ont donné entièrement satisfaction les années précédentes,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de retenir la proposition de l'entreprise LEDERMANN, sise 67880 KRAUTERGERSHHEIM, pour la tonte de l'entrée EST et autour du terrain de football, pour un montant HT de 5 712,00 € annuel,
- PRÉCISE que les interventions seront sollicitées par la municipalité et que la facturation sera adaptée au nombre d'intervention annuel,
- AUTORISE le Maire à signer le devis pour accord.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN PLACE DE PROTECTIONS ANTI-INTRUSION AU TERRAIN DE FOOTBALL

- Vu l'installation non autorisée de gens du voyage sur les terrains de football du dimanche 16 juin au samedi 29 juin 2024,
- Vu les travaux de remise en état des trois terrains de football suite à l'installation non autorisée effectués en 2024,
- Vu le projet de mise en place de protections anti-intrusion au terrain de football pour empêcher la situation de se reproduire,
- Vu la délibération du 6 février 2025 par laquelle le Conseil municipal décide de solliciter des devis pour la mise en place de blocs en granit scellés au sol,
- Vu la réunion du 3 mars 2025 avec l'entreprise Vogel, le Maire et l'Adjoint, M. Riester, MM. Maxime Metz et Raphaël Edel, membres du Conseil et MM. Pierre Wurry et André Walter, membres de l'ESS,
- Vu les devis reçus pour ces travaux,
- Vu l'avant-projet présenté,
- Considérant que la Commune peut solliciter des subventions pour ce projet,
- Considérant qu'il est nécessaire d'arrêter l'avant-projet détaillé et d'approuver le plan de financement pour ces travaux,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de reporter ce point au prochain conseil.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

TRAVAUX DE TOITURE DU BÂTIMENT 4 RUE DES PRUNES

- Vu la délibération du 5 décembre 2024 par laquelle le Conseil municipal décide de réaliser les travaux d'isolation du logement 4 rue des Prunes 1^{er} étage et de solliciter des devis,
- Vu le compte rendu de la Commission Travaux réunie le 3 mars 2025,

- Vu les devis reçus,
- Vu le comparatif des offres présentées,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'effectuer les travaux de toiture du bâtiment sis 4 rue des Prunes,
- DÉCIDE de retenir le devis n°92565 du 29/01/2025 de l'entreprise CHEMINETTE, sise 68127 NIEDERHERGHEIM, d'un montant de 35 527,31 € HT,
- AUTORISE le Maire à déposer la demande d'urbanisme pour ces travaux,
- HABILITE le Maire à signer tous les documents relatifs aux décisions prises.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX

13 voix pour – 2 abstentions

N° 8

OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRÉSORERIE

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le besoin prévisionnel de trésorerie de l'année 2025,
- Vu la capacité de couverture de la Commune à ce jour,
- Vu les dépenses d'investissement effectuées à ce jour pour les travaux de voirie du Bas-Village, la reconstruction du pont et le réaménagement de la zone de loisirs,
- Vu les recettes d'investissement à venir notamment la subvention de la CEA pour les travaux de voirie de la rue du Bas-Village et la reconstruction du pont et le FCTVA,
- Entendu M. le Maire qui fait part de l'information reçue du Crédit Agricole pour l'ouverture d'une ligne de trésorerie,
- Considérant que les crédits de trésorerie, consentis par des établissements bancaires, ne concourent pas à l'équilibre du budget mais à celui de sa trésorerie,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de ne pas ouvrir de ligne de trésorerie.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 9

LOYER LOGEMENT 8 QUARTIER CENTRAL – 1^{ER} ÉTAGE

- Vu la délibération du 5 décembre 2024 par laquelle le Conseil municipal décide de proposer à la locataire du logement sis 8 Quartier Central, 1^{er} étage, la suppression de la chambre du duplex et de procéder à un avenant au bail en déduisant la surface de la chambre de 9,12 m² du loyer à compter du 1^{er} juin 2024, pour isoler la partie haute du duplex où se situe la chambre,
- Vu le courrier du 22 janvier 2025 reçu en recommandé AR de la locataire du logement sis 8 Quartier Central, 1^{er} étage,
- Vu le compte rendu de la Commission Travaux réunie le 3 mars 2025, qui propose de déduire la surface de la chambre non utilisée à compter de la date du début de bail, à savoir le 1^{er} décembre 2022, et d'effectuer un dédommagement au locataire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de modifier le contrat de location du 1^{er} décembre 2022 par avenant, pour réduire la surface du logement loué, de 9,19 m², du logement sis 8 Quartier Central, 1^{er} étage,
- DÉCIDE de diminuer le loyer à compter du 1^{er} avril 2025 pour le logement sis 8 Quartier Central, 1^{er} étage, loyer à 519,00 €, charges en plus,
- AUTORISE le Maire à signer l'avenant à intervenir,
- DÉCIDE d'exonérer les loyers de mars à juin 2025, hors charges, en compensation de la non utilisation de la chambre du haut, soit une exonération totale de loyer de 2 153,12 €,

- CHARGE le Maire d'informer la locataire par écrit,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 10

DIVERS ET COMMUNICATION

10.1. Compte rendu des Commissions Communales

- **Commissions Réunies** : les membres se sont réunis le 24 février 2025 concernant les travaux logements communaux, la demande d'achat d'une parcelle communale, la mise en place de blocs anti-intrusion au terrain de football, le jumelage Ortenberg et l'animation fête des aînés. Une publication a été faite pour les habitants de Stotzheim pour le parrainage d'un arbre et un courrier transmis aux associations locales.
- **Commissions Travaux** : les membres se sont réunis le 3 mars 2025 concernant les travaux à prévoir des logements sis 4 rue des Prunes, 1er étage et 8 Quartier Central, 1er étage.

10.2. Motion SIS 67

M. le Maire présente aux membres la motion de soutien transmise le Président du SIS 67 pour appuyer leur demande de moyens à la hauteur de l'objectif d'une prise en charge rapide des victimes par les services d'accueil des urgences des établissements hospitaliers. Après en avoir pris connaissance, les membres donnent leur accord pour prendre la motion.

Motion en faveur du SIS 67 – temps d'attente aux services d'accueil des urgences des établissements hospitaliers dans le cadre de transport de victimes

Depuis plusieurs années, le Service d'incendie et secours du Bas-Rhin fait face à des difficultés dans le cadre de la mise en œuvre de sa mission de secours d'urgence aux personnes qui représentent 85 % de son activité opérationnelle.

En effet, à l'occasion des transports sanitaires dans les services d'accueil des urgences des établissements hospitaliers, les équipages des véhicules de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) subissent, avant la prise en charge des victimes, d'importants temps d'attente, régulièrement supérieurs à 30 minutes et pouvant aller jusqu'à plus de 7 heures.

Si ces délais s'avèrent avant tout préjudiciables pour les patients transportés, ils ont également un impact particulièrement délétère sur le fonctionnement du SIS 67.

En effet, en immobilisant de manière prolongée des moyens humains et matériels, ils obèrent les possibilités du Service de dégager des ressources pour répondre aux autres sollicitations opérationnelles d'urgence. Ils représentent en outre une menace sur l'essentielle disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires du fait des réticences légitimes des employeurs à libérer ces personnels de leurs contraintes professionnelles pour des durées parfois très longues. Enfin, plus globalement, cette situation conduit à une réelle perte du sens fondamental de la mission qui a fondé l'engagement des sapeurs-pompiers, professionnels comme volontaires, nuisant à la pérennité de leur motivation.

Afin de pallier ces difficultés et maintenir des capacités d'intervention en adéquation avec les enjeux identifiés dans le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques approuvé par arrêté préfectoral, le SIS 67 pourrait à terme être contraint de procéder à des recrutements supplémentaires de sapeurs-pompiers et à réaliser des investissements visant à augmenter sa flotte de VSAV.

Nous considérons que cette situation n'est pas acceptable, tant au regard de la potentielle dégradation du service de secours à destination des habitants du territoire qu'elle induit qu'au niveau des conséquences du budget du SIS 67, dont l'équilibre est assuré très majoritairement par les finances locales par l'intermédiaire des contributions de la Collectivité Européenne d'Alsace, des Communes et des Intercommunalités, dans un contexte déjà particulièrement contraint.

Dans ce contexte, nous demandons à l'État, par l'intermédiaire notamment de l'Agence Régionale de la Santé, d'ores et déjà alertée à de nombreuses reprises et depuis plusieurs années sur ce sujet, d'assumer ses responsabilités et de prendre l'ensemble des mesures permettant aux établissements

de disposer de tous les moyens financiers, humains et matériels nécessaires afin d'assurer une prompte prise en charges des victimes transportées dans leurs services d'accueil des urgences.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

10.3. Mise en place d'un filet pare-ballons au terrain de football

Dans le cadre des travaux de réaménagement de la zone de loisirs, M. le Maire demande l'avis des conseillers pour la mise en place d'un filet pare-ballons au terrain de football et présente les trois devis recueillis. Après discussions, les membres décident de prévoir un prochain conseil municipal concernant les travaux à réaliser au terrain de football.

10.4. Travaux de viabilisation du bâtiment au presbytère

Lors de la séance du 6 février dernier, M. le Maire informait les membres du message reçu de Mme Frindel concernant l'état dégradé du couloir mitoyen entre la propriété de M. Lutz et le presbytère suite aux travaux réalisés par M. Lutz, qui ont causés des problèmes d'écoulement des eaux usées. M. le Maire présente aux membres le devis établi par l'entreprise SPEYSER ainsi que le devis établi par l'entreprise VOGEL pour effectuer des travaux de viabilisation. M. Norbert RIESTER, Adjoint, informe que l'option présentée sur les devis pour l'installation d'un second tuyau serait à retenir pour scinder les réseaux d'écoulement des eaux usées du bâtiment presbytère et celui de la propriété de M. Lutz.

Après discussions, les membres sollicitent un troisième devis pour ces travaux.

10.5. Offre d'achat de bois de chauffage

M. le Maire présente aux membres l'offre reçue de M. VOGEL Rémi pour l'achat de vente de bois de chauffage façonné en long d'un volume d'environ 140 m³ à 62 € TTC/m³, soit 8 680,00 € TTC. Après discussions, les membres décident, à l'unanimité, d'accepter l'offre de M. VOGEL Rémi.

Divers :

- M. le Maire présente aux membres l'invitation pour la réunion du syndicat des forêts des 26 communes qui aura lieu le 12 mars à 18h à l'espace socio-culturel de Breitenbach. MM. Maxime METZ et Joseph EHRHART confirment leur participation.
- M. le Maire demande l'avis des membres du Conseil, qui sont membres de la Commission Impôts Directs pour la tenue de la réunion 2025. Après discussions, il est décidé de retenir la date du 14/04/2025 à 20h00.
- M. le Maire présente aux membres le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'Association des Communes Forestières d'Alsace qui s'est tenue le 17 mai 2024. Le Conseil prend acte du document présenté.
- M. le Maire donne lecture des remerciements reçues de l'Association ARIVA 35 pour la décision prise par le Conseil municipal lors de sa séance du 20 janvier 2025 de participer à hauteur de 50 % au financement de l'étude de modélisation du bruit de l'A35.
- M. le Maire présente aux membres l'arrêté préfectoral du 28 février 2025 portant autorisation d'exploiter un élevage de 100 000 emplacements de poulettes futures pondeuses, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à la directive IED. L'avis des membres avait été sollicité lors de l'enquête publique. Le Conseil avait accepté la demande lors de la séance du 10 octobre 2024. Le Conseil prend acte de l'autorisation préfectorale accordée.
- M. le Maire présente aux membres la proposition de panneau de l'aire de jeux du maître d'œuvre pour l'entrée sur le site avec le texte travaillé par le CMJ. M. le Maire demande l'avis des conseillers. Après discussions, les membres décident de modifier les phrases 2 et 3 et d'ajouter un panneau « interdit aux chiens ».

- M. le Maire présente les courriers reçus d'un administré sollicitant une aide communale pour l'achat de fuel suite à des difficultés financières. Le Conseil décide de ne pas donner suite à cette demande et charge le Maire d'informer le demandeur.

La séance est levée à 21 h 50

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 13 mars 2025***

Extrait certifié conforme,

Le Maire

Le secrétaire de séance

